

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2022/10/10

date de dépôt : 5 avril 2022

date d'affichage en mairie : 14 avril 2022

demandeur : M. FAVROT Rémy

pour : Aménagement d'un logement de type T3 dans un bâtiment agricole désaffecté avec modification d'ouvertures et création de 2 places de stationnement intérieures

adresse terrain : 679 rue de la Mairie, JASSANS-RIOTTIER (01480)

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire
au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER**

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle présentée le 5 avril 2022 par M. FAVROT Rémy demeurant 237 RUE DE LA GRAVIERE, à JASSANS-RIOTTIER (01480);

Vu l'objet de la demande :

- Aménagement d'un logement de type T3 dans un bâtiment agricole désaffecté avec modification d'ouvertures et création de 2 places de stationnement intérieures ;
- sur un terrain situé 679 rue de la Mairie à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;
- pour la création d'une surface de plancher de 93 m² et de 31 m² destinés au stationnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018 et le 30/06/2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier ;

Vu l'avis des services techniques de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône (CAVBS) en date du 18/07/2022,

Vu l'avis assorti de prescriptions de Véolia Eau en date du 27/06/2022,

Vu l'avis assorti de prescriptions d'ENEDIS (ERDF) en date du 16/09/2022 pour une puissance électrique de raccordement de 12 kVA monophasé,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France en date du 20/04/2022 ;

Vu les pièces complémentaires déposées en mairie le 20 juin 2022 concernant le plan de masse, le plan des façades et des toitures, le document graphique d'insertion et les photos de l'environnement proche et lointain ;

Considérant l'article L 332-15 alinéa 4 du Code de l'Urbanisme qui dispose que l'autorisation peut, avec l'accord du demandeur et dans les conditions définies par l'autorité organisatrice du service public de l'électricité, prévoir un raccordement au réseau d'électricité empruntant, en tout ou partie, des voies ou emprises publiques, sous réserve que ce raccordement n'excède pas cent mètres et que les réseaux correspondants, dimensionnés pour correspondre exclusivement aux besoins du projet, ne soient pas destinés à desservir d'autres constructions existantes ou futures ;

Considérant que ENEDIS, dans son avis susvisé, a estimé nécessaire une extension du réseau pour desservir le projet,

Considérant que cette extension de réseau qui n'excède pas 100 mètres de long (50 mètres) en dehors du terrain d'assiette de l'opération est à l'usage exclusif de l'opération à venir ;

Considérant que cette extension, empruntant une voie publique et dimensionnée pour répondre aux besoins du projet, peut donc être regardée comme un équipement propre nécessaire à l'opération en application de l'article L 332-15 alinéa 4 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant l'engagement du demandeur de l'autorisation en date du 18/10/2022 pour la prise en charge de cette participation financière conformément à l'article L 332-15 alinéa 4 du Code de l'Urbanisme.

ARRÊTE

Article 1 :

Le permis de construire est ACCORDE.

Article 2 :

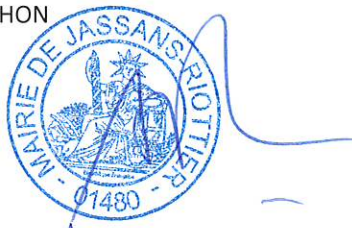
Les prescriptions émises par les services techniques de Véolia Eau, ENEDIS et l'Architecte des Bâtiments de France, dans les avis joints au présent arrêté, devront être strictement respectées.

Prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France qu'il y aura lieu de strictement respecter :

- Les enduits seront réalisés au mortier dans la tonalité des pisés locaux, de tons beige-ocré neutres dans une finition talochée fin ou grattée (enduit projeté écrasé exclu) ;
- Les châssis de toiture seront :
 - . placés sur une même horizontale,
 - . intégrés sans saillie dans l'épaisseur de la toiture et sans store ou volet roulant extérieur,
 - . les raccords de zinguerie seront limités au strict minimum,
 - . leur surface maximale sera de 1 m² (78 x 98 cm par exemple).

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 19 octobre 2022

Le Maire
Jean-Pierre REVERCHON



Observations :

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.
Votre projet est également soumis au versement de la PAC (Participation pour Assainissement Collectif).

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de cette transmission.

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

- Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

- L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (notamment

obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vues, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles du cahier des charges de lotissement, ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

- Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau de plus de 80 centimètres visible de la voie publique décrivant le projet. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro de permis, et s'il y a lieu le nom de l'architecte auteur du projet, la superficie du terrain, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté ainsi que la date du début d'affichage de l'autorisation en mairie. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation ainsi qu'à son bénéficiaire. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

- Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : www.telerecours.fr.

- Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.